

| | |
|---------------------------|-----------------------|
| Cote du document: | EB 2010/99/R.25/Rev.1 |
| Point de l'ordre du jour: | 10 d) ii) |
| Date: | 22 avril 2010 |
| Distribution: | Publique |
| Original: | Anglais |

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don à la République du Guatemala pour le

Programme de développement rural durable dans le département du Quiché

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session
Rome, 21-22 avril 2010

Pour: **Approbation**

Note aux membres du Conseil d'administration

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Enrique Murguía

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2431
courriel: e.murguia@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

| | |
|---|------------|
| Sigles et acronymes | ii |
| Recommandation pour approbation | iii |
| Carte de la zone du programme | iv |
| Résumé du financement | v |
| I. Le programme | 1 |
| A. Principal créneau de développement visé par le programme | 1 |
| B. Financement proposé | 1 |
| C. Groupe cible et participation | 2 |
| D. Objectifs de développement | 2 |
| E. Harmonisation et alignement | 3 |
| F. Composantes et catégories de dépenses | 4 |
| G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats | 4 |
| H. Avantages et justification économique et financière | 5 |
| I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement | 5 |
| J. Principaux risques | 6 |
| K. Durabilité | 6 |
| II. Instruments juridiques et autorité | 6 |
| III. Recommandation | 7 |

Appendices

| | |
|---|--|
| I. Key reference documents (Principaux documents de référence) | |
| II. Logical framework (Cadre logique) | |

Sigles et acronymes

| | |
|----------|---|
| OPEP | Organisation des pays exportateurs de pétrole |
| ProRural | Programme national de développement rural |

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République du Guatemala pour le programme de développement rural durable dans le département du Quiché, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Carte de la zone du programme

The Republic of Guatemala

Sustainable Rural Development Programme in El Quiché (QUICHE)



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Guatemala

Programme de développement rural durable dans le département du Quiché

Résumé du financement

| | |
|---|--|
| Institution initiatrice: | FIDA |
| Emprunteur: | République du Guatemala |
| Organisme d'exécution: | Fonds national de développement (FONADES) |
| Coût total du programme: | 41,1 millions d'USD |
| Montant du prêt du FIDA: | 10,90 millions de DTS (équivalent approximativement à 16,5 millions d'USD) |
| Montant du don du FIDA: | 0,33 million de DTS (équivalent approximativement à 0,5 million d'USD) |
| Conditions du prêt du FIDA: | 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque semestre par le Fonds |
| Cofinanceur: | Fonds de l'OPEP pour le développement international |
| Montant du cofinancement: | 15,0 millions d'USD |
| Conditions du cofinancement: | Parallèles |
| Contribution de l'emprunteur: | 4,0 millions d'USD |
| Contribution des bénéficiaires: | 5,1 millions d'USD |
| Institution chargée de la préévaluation: | FIDA |
| Institution coopérante: | Supervision directe par le FIDA |

Proposition de prêt et de don à la République du Guatemala pour le programme de développement rural durable dans le département du Quiché

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Le programme étend la présence du FIDA dans le pays, consolidant les initiatives productives, les chaînes de valeur et les filières commerciales établies dans le cadre du programme de développement rural et de reconstruction dans le département du Quiché (PRODERQUI), qui a pris fin en 2007. Il facilite également la planification locale et territoriale, renforçant ainsi le Programme national de développement rural (ProRural) du Gouvernement guatémaltèque. L'opération se concentre sur l'accès aux marchés et la création d'entreprises agricoles et non agricoles en faveur des petits paysans et des microentrepreneurs en milieu rural, de manière à accroître la production, l'emploi et les revenus. La stratégie consiste à privilégier les articulations avec le secteur privé pour favoriser une production durable et de qualité, des possibilités de commercialisation, y compris à l'export, et le développement technologique.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Guatemala un prêt d'un montant de 10,90 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,5 millions d'USD) à des conditions ordinaires, et un don d'un montant de 0,33 million de DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD), pour contribuer au financement du programme de développement rural durable dans le département du Quiché. Ce prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque semestre par le Fonds.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République du Guatemala au titre du SAFP est de 17,9 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2010-2012).

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. La dette extérieure du Guatemala étant gérée de façon rigoureuse, le pays est tout à fait en mesure d'absorber le prêt proposé. La capacité du gouvernement à assurer le service de la dette publique est également satisfaisante. Le Guatemala a bénéficié de huit prêts du FIDA, approuvés entre 1984 et 2008, pour un montant total de 82,1 millions de DTS (soit en moyenne 10,3 millions de DTS par prêt). Trois prêts sont actuellement en cours, et le programme de développement rural durable dans la région Nord, approuvé en décembre 2008, devrait être ratifié par l'Assemblée nationale. Le bilan du pays en matière de remboursement est satisfaisant.

Flux de fonds

5. Les fonds du prêt et du don du FIDA seront versés, par l'intermédiaire du compte extérieur des prêts du Trésor public (*Cuenta Única*), sur un compte secondaire ouvert au nom de l'organisme d'exécution, le Fonds national de développement, qui les transférera ensuite sur un compte du programme pour le financement des activités courantes, conformément au programme de travail et budget annuel.

Modalités de supervision

6. Le programme sera directement supervisé par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues pour renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) réalisation d'un audit social plus approfondi par les conseils de développement des municipalités et des communautés, et amélioration de la planification au niveau municipal; ii) programmation annuelle d'audits indépendants conformément aux directives du FIDA en la matière; iii) mise au point d'un manuel opérationnel cohérent pour l'allocation des fonds d'investissement commun destinés à la création d'entreprises, à l'ajout de valeur et à d'autres initiatives; et iv) constitution d'une équipe de gestion du programme dynamique dans le pays et renforcement de la présence du FIDA au Guatemala.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Le groupe cible, formé de membres des populations autochtones et d'habitants des zones rurales, comprend: des paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance ou qui commencent à pratiquer une agriculture commerciale à petite échelle; des familles rurales sans terres dont les membres sont contraints de travailler comme salariés agricoles; de petits opérateurs commerciaux et des microentrepreneurs (agricoles et non agricoles); des artisans traditionnels; et des femmes et des jeunes. Parmi eux, on estime que 37 000 ménages environ bénéficieront directement du programme, tandis que 40 000 autres en tireront des avantages indirects, notamment grâce à l'amélioration de la planification territoriale, de l'infrastructure sociale et des routes rurales.

Méthode de ciblage

10. Afin de répondre aux besoins particuliers des populations autochtones et des autres groupes cibles, conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le programme multipliera les investissements dans un certain nombre de municipalités et de communautés prioritaires ne bénéficiant à l'heure actuelle d'aucun projet de développement (stratégie d'insertion). Il complétera également les activités entreprises dans les zones plus développées qui étaient couvertes par le programme de développement rural et de reconstruction dans le département du Quiché (PRODERQUI), au titre d'une stratégie de consolidation des entreprises et d'accès aux marchés pour les microentreprises (modernisation rurale et compétitivité). Le ciblage entend aussi: i) garantir la participation des conseils communautaires et municipaux représentatifs au choix des domaines d'intervention et des groupes sociaux; ii) donner aux bénéficiaires, y compris aux femmes, la possibilité de prendre une part active aux décisions relatives au programme; et iii) faciliter l'accès des associations de producteurs à l'appui fourni au développement de la production et des entreprises.

Participation

11. Les bénéficiaires seront associés: i) aux activités des conseils communautaires et municipaux renforcés; ii) au diagnostic participatif et à la planification stratégique au niveau des communautés, des municipalités et des départements; iii) au suivi et à l'évaluation (S&E) du programme, en visant des objectifs établis pour chaque sexe; et iv) aux travaux du comité de pilotage du programme et des autres organes de décision. L'infrastructure sociale communautaire réduira la charge de travail des femmes, leur permettant ainsi de participer au programme.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Le programme contribuera à accroître les revenus et l'emploi des groupes cibles autochtones et ruraux du département du Quiché. Ses objectifs spécifiques sont les

suivants: i) favoriser un accès plus large aux marchés nationaux et extérieurs, en renforçant les capacités réelles de production, de commercialisation et d'entreprise des groupes économiques organisés, ainsi qu'en créant des entreprises rurales (agricoles et non agricoles) ou en modernisant celles qui existent déjà, moyennant des liens avec le secteur privé. L'amélioration des routes rurales, l'élargissement de l'infrastructure de production et d'ajout de valeur et la fourniture de services financiers ruraux liés aux marchés constitueront un appui supplémentaire; et ii) contribuer à développer le capital social et humain, en renforçant les capacités d'organisation et de décision des communautés et de leurs conseils de développement, de même qu'en améliorant la planification municipale et la gestion des ressources naturelles. L'infrastructure sociale et les dispositifs permettant d'économiser la main-d'œuvre féminine seront également mis en avant.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Du point de vue du programme de pays, les investissements proposés ont pour but de faciliter la mise en œuvre et la coordination des programmes de développement rural et l'harmonisation des stratégies de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Le programme prévoit pour cela: i) l'extension et la consolidation de ProRural, sous l'égide du Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de l'élevage; ii) la réactivation des tables rondes dévolues à la concertation; et iii) la consolidation des alliances stratégiques clés avec les organisations internationales de développement, les pouvoirs publics, la société civile et les grands organismes privés tels que l'Association des exportateurs guatémaltèques.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Conformément au Programme d'options stratégiques du FIDA pour le pays (COSOP), axé sur les résultats, pour la période 2008-2012, ainsi qu'au Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, le programme favorisera notamment l'accès des groupes cibles: i) aux marchés nationaux et régionaux dans le contexte de la libéralisation des échanges et des perspectives et risques qui l'accompagnent; ii) à l'emploi, aux services financiers ruraux et aux mécanismes de création d'activités et d'entreprises en milieu rural; iii) aux routes rurales et aux infrastructures sociales; et iv) aux techniques de production agricole durable.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le développement rural, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté font partie des priorités énoncées dans le plan gouvernemental du pays pour la période 2008-2011. Les Objectifs du Millénaire pour le développement sont aussi au cœur des préoccupations, en particulier: i) l'élimination de la faim et de l'extrême pauvreté dans les zones rurales et au sein des communautés autochtones; ii) le développement d'un secteur agricole rentable, compétitif, diversifié et tourné vers l'exportation; et iii) la remise en état des ressources naturelles et la réduction de la vulnérabilité du pays en cas de catastrophe naturelle.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. Le programme proposé correspond parfaitement aux priorités que le gouvernement assigne à la coopération internationale en ce qui concerne le développement rural, la sécurité alimentaire, la parité entre les sexes, l'équité interculturelle et la gestion de l'environnement. Globalement, la stratégie d'intervention du FIDA au Guatemala est fondée sur l'établissement de partenariats avec le secteur privé, la coopération avec les donateurs et le respect des principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. Le Fonds de l'OPEP pour le développement international est un partenaire qui a déjà cofinancé à plusieurs reprises les interventions du FIDA au Guatemala. On attend beaucoup par ailleurs de l'expérience acquise dans le cadre du programme de développement économique rural (Banque mondiale/Banque interaméricaine de développement) et du partenariat entre l'Agence danoise de développement international, l'Agence des États-Unis pour le développement

international, l'Association des exportateurs guatémaltèques et le FIDA, en ce qui concerne le rôle que peut jouer le secteur privé pour faciliter l'accès aux marchés et les initiatives économiques rurales. De même, il existe des possibilités de collaboration et de mise en commun des expériences avec l'Agence espagnole de coopération internationale et l'Union européenne sur les questions se rapportant à l'administration locale et municipale.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le programme comprend trois composantes: i) accès aux marchés (72% du coût de base); ii) renforcement organisationnel et développement territorial (21%); et iii) gestion du programme (7%).

Catégories de dépenses

18. Il y a sept catégories de dépenses: i) infrastructures (28% du coût de base); ii) véhicules et équipements (1%); iii) formation et diffusion d'informations (9%); iv) contrats de services (15%); v) fonds d'investissement commun (35%); vi) salaires (8%); et vii) coûts d'exploitation (4%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. Les principaux partenaires d'exécution sont: les municipalités qui participent à la promotion du développement et de la planification aux niveaux local/territorial; les organisations sociales et économiques de la population cible, notamment celles qui prennent part à des tâches spécifiques et fournissent des services techniques sur le terrain; les conseils communautaires, municipaux et départementaux associés au ciblage et à l'audit social; les institutions de microfinance rurale qui proposent des formations et des services financiers ruraux; les autorités coutumières et les organisations paysannes des communautés autochtones, qui garantissent la transparence de l'exécution; des organismes publics, tels que le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, qui contribuent à l'éducation relative à l'environnement; et les entités du secteur privé qui participent, entre autres activités, à l'élaboration des plans d'entreprise et à la promotion des exportations.

Responsabilités en matière d'exécution

20. L'exécution du programme sera confiée à une unité de gestion du programme, placée sous la responsabilité du Fonds national de développement, qui définira les orientations, la stratégie et les modalités de gestion. L'exécution fera par ailleurs l'objet d'une coordination étroite avec les opérations de ProRural sur le terrain et sera partagée avec d'autres entreprises et prestataires de services spécialisés, notamment techniques et financiers.

Rôle de l'assistance technique

21. Le développement du capital humain et social occupe une place centrale dans le programme. L'objectif est de faire en sorte que les bénéficiaires puissent acquérir les capacités requises, sur le plan de l'organisation et de l'exécution, pour tirer pleinement profit des possibilités offertes par le programme, selon une logique d'apprentissage par la pratique au quotidien. Un soutien technique adapté est prévu pour faciliter cette démarche de mise en œuvre et d'autonomisation.

Situation des principaux accords d'exécution

22. Outre l'accord de financement, le programme sera régi par les accords d'exécution suivants: i) règlements des fonds d'investissement commun pour l'accès aux marchés, l'innovation dans le domaine des services financiers ruraux, etc.; ii) conventions d'exécution avec les entités privées chargées de la promotion des exportations ainsi que de la création et de l'accompagnement des entreprises rurales; et iii) accords de collaboration avec les conseils de développement et les municipalités.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du programme est de 41,1 millions d'USD sur une période de six ans. Il sera financé par le FIDA (41%), le Fonds de l'OPEP pour le développement international (37%), le gouvernement (10%) et les bénéficiaires (12%). Le FIDA accordera un prêt d'environ 16,5 millions d'USD et un don d'environ 0,5 million d'USD, et le Fonds de l'OPEP un prêt de 15,0 millions d'USD, tandis que le gouvernement apportera 4,0 millions d'USD et les bénéficiaires environ 5,1 millions d'USD, investis dans leurs projets de production et la consolidation de leurs entreprises.

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

24. Les principaux avantages sont les suivants: i) transformation des activités à faible rendement existantes en activités rurales durables exercées dans le cadre d'entreprises ayant accès aux marchés, aux sources d'investissement et à l'assistance technique tout au long de la chaîne de valeur; ii) amélioration de l'emploi, des revenus et de la sécurité alimentaire; iii) atténuation de la dégradation des sols et réduction de la vulnérabilité de l'environnement face au changement climatique; iv) développement des infrastructures sociales et du réseau routier rural; et v) renforcement de la planification municipale et élargissement de la concertation nationale.

Viabilité économique et financière

25. La majeure partie des ressources sera investie dans les parcelles irriguées, les projets de production/d'ajout de valeur, les entreprises rurales et le renforcement des capacités, activités dont bénéficieront directement les groupes cibles. Une analyse systématique tenant compte de l'insertion d'unités de production et de microentreprises types dans les chaînes de valeur (avec ou sans investissements) montre que les investissements dans ces activités génératrices de revenus sont rentables: leur valeur actualisée nette est globalement positive et le projet a un taux de rendement interne de 27,9%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. Le programme prévoit des mesures afin de capitaliser et de diffuser les connaissances et les données d'expérience qui résulteront de son exécution. Il s'agira notamment de réaliser des études de référence et des études de cas et de nouer des relations institutionnelles avec les réseaux d'apprentissage régionaux et les projets du FIDA en cours. L'accent sera mis en particulier sur l'échange d'enseignements tirés de l'expérience en matière d'accès aux marchés et de développement des entreprises ainsi que de services financiers ruraux innovants. Des supports de formation et de suivi-évaluation (S&E) seront proposés sous forme imprimée et numérique et diffusés en ligne sur Internet, en espagnol et dans les langues autochtones selon les publics visés. On encouragera la diffusion d'émissions de radio bilingues.

Innovations en matière de développement

27. Le programme apportera les innovations suivantes: i) une double stratégie visant à la fois l'insertion dans le développement et la modernisation des zones rurales, moyennant des interventions adaptées au niveau de développement des diverses communautés et régions; ii) une démarche qui privilégie les liens avec le secteur privé, l'accès aux marchés et la création d'entreprises rurales; iii) le renforcement des alliances stratégiques avec le secteur privé; et iv) la promotion d'associations d'entrepreneurs autochtones.

Approche d'élargissement

28. La double stratégie du programme et ses nouvelles modalités d'intervention répondent aux contraintes qui pèsent généralement sur le développement dans

d'autres régions du pays. Les connaissances qu'elles permettront d'acquérir au sujet du modèle des liens avec les entreprises et de la manière dont les partenariats avec le secteur privé peuvent promouvoir l'accès aux marchés permettront d'envisager la reproduction des interventions et leur transposition à plus grande échelle, non seulement à l'intérieur du Guatemala, mais aussi dans d'autres pays d'Amérique centrale.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le principal risque auquel le programme est confronté tient au délai à prévoir pour la ratification de l'accord de prêt par l'Assemblée nationale, sachant qu'un tel retard a déjà été observé dans le passé. Pour parer à cette éventualité, il est prévu d'informer régulièrement les principaux organes législatifs et décisionnaires sur les objectifs du programme, dans le contexte d'une concertation nationale accrue et d'une supervision directe.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé dans la catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

K. Durabilité

31. La viabilité des services du programme sur le long terme dépend essentiellement des facteurs suivants: i) la capacité des bénéficiaires, par l'intermédiaire de leurs organisations et de leurs associations économiques, à gérer leurs propres projets et à entretenir des liens solides avec les marchés et avec leurs interlocuteurs des secteurs public et privé; ii) l'institutionnalisation du processus de planification municipale participative; et iii) la consolidation de ProRural.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de financement entre la République du Guatemala et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié ne sera pas distribuée lors de la session. Le Conseil est invité à approuver la proposition de programme pour la République du Guatemala sous réserve que les négociations de l'accord de financement soient finalisées dans un délai de six mois à compter de l'approbation par le Conseil d'administration. Lors d'une prochaine session, une copie de l'accord de financement négocié sera distribuée au Conseil, ainsi que toute modification de fond apportée aux conditions présentées au Conseil.
33. La République du Guatemala est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Guatemala un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à dix millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (10 900 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Guatemala un don d'un montant équivalant à trois cent trente mille droits de tirage spéciaux (330 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Key reference documents

Country reference documents

Plan de Gobierno, Plan de la Esperanza 2008-2011, Guatemala 2008

Política Nacional de Desarrollo Rural Integral, Guatemala, mayo de 2009

Ley del Sistema Nacional de Desarrollo Rural Integral, Guatemala, octubre de 2009

Vulnerabilidad de los Municipios y Calidad de Vida de sus Habitantes, Secretaría de Planificación y Programación de la Presidencia, Guatemala, junio de 2008

Informe Nacional de Desarrollo Humano 2005 – Guatemala: Diversidad Étnico-Cultural, Programa de la Naciones Unidas para el Desarrollo

IFAD reference documents

Programme design document (PDD) and key files

Country Strategic Opportunities Programme (2008)

IFAD – Rural Finance Policy

IFAD – Rural Microenterprise Policy

IFAD – Targeting Policy

IFAD – Innovation Policy

Logical framework

| OBJECTIVE HIERARCHY | KEY PERFORMANCE INDICATORS AND TARGETS | MONITORING MECHANISMS AND INFORMATION SOURCES | ASSUMPTIONS |
|--|--|---|--|
| GOAL Contribute to overcoming poverty and improving the livelihoods of the rural and indigenous populations of Guatemala's El Quiché Department. | <ul style="list-style-type: none"> Percentage of households that increase their index of household assets ownership (RIMS anchor indicator). Percentage reduction of children malnutrition (RIMS anchor indicator). The Human Development Index in El Quiché increases from low to medium level. | <ul style="list-style-type: none"> RIMS surveys. Guatemala's Human Development Report (UNDP). National social development reports | The Government's agenda for rural development/poverty reduction maintains its stated high priority. |
| PROJECT PURPOSE (Six-year investment) The rural producer associations improve their income and employment generation opportunities through better linkages to production chains and greater access to competitive national and external markets. | <ul style="list-style-type: none"> 36 800 families take part of the project's integral development processes and investments –including at least 30% women-led (RIMS indicator); 35% of producer associations' enterprises generate at least 2 000 jobs, of which 50% for women; 10% of organized producers diversify their production and introduce better primary production practices; At least, 300 community-based organizations formulate and execute investment plans for local development with gender perspective; 30% of women's producer organizations consolidate their production and commercial operations, integrating them to entrepreneurial-linkage support and local and external markets. | <ul style="list-style-type: none"> RIMS impact survey implemented at 1st year, before mid-term and before programme completion Mid-term and completion evaluations Regular P/M&E reports National social and economic development reports | Market conditions favour productive agricultural growth and exports. Government allocates the expected counterpart funding. |
| COMPONENT: ACCESS TO MARKETS | | | |
| Output 1: Market Access and Rural Business and Microenterprise Development The organized producers and rural entrepreneurs develop and strengthen their organizational, productive, entrepreneurial and commercialization capacities, establishing and modernizing rural businesses and microenterprises (agricultural and otherwise) and competitively accessing national and external markets. | <ul style="list-style-type: none"> 137 producer organizations/ microenterprises (agricultural/non-agricultural) strengthen their operational capacities, of which 35% are women-run initiatives; 37 producer organizations/microenterprises participate of the integrated entrepreneurial-linkage business development process; At least 9 500 producers, involved in producer groups/associations, are trained in best agricultural (manufacturing practices (BAMP), achieving 35% of producers certified in such practices; Organized agricultural producers increase their production aimed at the market (horticulture, organic coffee, etc.); 30 environmental enterprises (energy forestry and water conservation) established. | <ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular Planning/M&E reports Mid-term and completion evaluations Documents and records of economic organizations and technical and business-support service providers | Comparative advantage for export products, maintained. |
| Output 2: Productive and Value-Aggregation Infrastructure The rural access road network in the programme area is improved and the production and value-aggregation infrastructure is expanded. | <ul style="list-style-type: none"> 220 km of rural access roads, rehabilitated in Programme's strategic zones; 28 km of rural access roads, improved in Programme's strategic zones; 2 400 producers install drip-irrigation systems for 550 hectares (58% reconversion; 42% new investments); 4 medium-size value-aggregation plants built, facilitating the storage, processing/packaging and commercialization of produce. | <ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular Planning/M&E reports Mid-term and completion evaluations Documents and records of economic organizations and technical and business-support service providers | Municipalities and communities participate in rural roads programme. Comparative advantage for export products, maintained. |
| Output 3: Rural Financial Services Access to credit and financial services by programme beneficiaries is facilitated in the programme area for production, transformation, commercialization and export. | <ul style="list-style-type: none"> 70% of programme-supported producer organizations, improve their financial management capabilities; 20 producer organizations apply their revolving financial-intermediation funds; 9 local rural financial intermediaries, strengthened according to sectoral standards; At least 5 000 agricultural producers (30% women and young people) and 1 300 microentrepreneurs access local financing services (savings, credit); 4 new financial products developed by the third year, with financial innovation support. | <ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular Planning/M&E reports Mid-term and completion evaluations RFS studies Documents and records of organizations/RFS service providers | The country's legal framework, favourable to the establishment/consolidation of rural microfinancing systems. |
| COMPONENT: ORGANIZATIONAL STRENGTHENING AND TERRITORIAL DEVELOPMENT | | | |
| Output 4: Organizational Strengthening and Territorial Development The communities, their local and municipal development councils, and the municipalities strengthen their organizational, planning and managerial capacities aimed at social and economic development. | <ul style="list-style-type: none"> 400 young people receive study and technical education support (scholarships); 75% of local organizations involved; and 90% of El Quiché's municipalities (20) strengthen their planning/management capacities for social and economic development; 65% of supported groups/associations achieve legal status for productive/commercial purposes; 4 000 people involved in literacy programme, of which 60% rural and indigenous women; 30% of economic organization's members are women; and their representative and directive bodies include effective women representation (30%); 15 municipal women's development offices, strengthened (training; equipment & materials). | <ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Territorial/municipal development plans Regular Planning/M&E reports Mid-term and completion evaluations Municipal records/archives Documents and records of COCODEs/other organizations | Concurrent action by municipalities and public/private entities operating in the programme area, generated |
| Output 5: Basic Social Infrastructure The poor rural and indigenous populations increase their access to basic social infrastructure and labour-saving devices. | <ul style="list-style-type: none"> 16% of target-group families reduce in 40 the firewood consumption through 6 000 improved stoves; 14 000 families benefit from basic social infrastructure, i.e. 2 500 water harvesting/storing devices; 4 600 latrines; 1 000 water connections through new irrigation systems. | <ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular Planning/ M&E reports Mid-term and completion evaluations Municipal records/archives Documents and records of organizations/service providers | Actions and investments harmonized at local level. |

N

